

Si le CETA passe,



l'accord de Paris sur le CLIMAT trépassse



Ratifier le traité commercial entre l'Europe et le Canada reviendrait à clamer haut et fort que la COP21 n'a rien changé et que la transition énergétique n'est pas pour demain.

Alerte !. Si les pays européens signent en octobre l'accord de commerce UE-Canada (appelé Ceta), ils porteront un grave coup à l'Accord de Paris. Importations de pétrole des sables bitumineux, agriculture industrielle et frilosité accrue des responsables politiques sur le climat : le Ceta et l'accord de la COP21 sont tout simplement incompatibles

Précurseur politique du Tafta (l'Accord UE-Etats-Unis), le Ceta est un accord de libéralisation des échanges et de l'investissement entre l'UE et le Canada. Bruxelles souhaite que ce traité, conclu fin 2014, soit validé par les Vingt-Huit le 18 octobre, puis officiellement signé lors de la venue du Premier Ministre Justin Trudeau le 27 octobre. Accepter le Ceta reviendrait à clamer haut et fort que la COP21 n'a rien changé et que la transition énergétique n'est pas pour demain.

Encourager l'investissement dans les sables bitumineux



Comment respecter l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement planétaire si l'on continue à extraire et importer massivement du pétrole issu des sables bitumineux du Canada ? Ce carburant est 49 % plus émetteur de CO₂ que le pétrole conventionnel. Or, le Ceta ne fait aucune différence entre énergies sales et renouvelables. Un de ses objectifs est de libéraliser les échanges d'énergie entre le Canada et l'Europe. Il va

encourager l'investissement privé dans l'extraction et le transport d'énergie, dont le pétrole tiré des sables bitumineux. Il ne prévoit aucune exception qui permettrait à un gouvernement de limiter l'exploitation ou l'importation d'énergies fossiles.

D'après les scientifiques, rester sous la barre des 1,5°C ou 2°C de réchauffement par rapport à la période préindustrielle suppose de laisser 80 % des réserves connues d'énergies fossiles dans les sous-sols. Et d'éliminer d'abord les plus polluantes d'entre elles.

Un risque grave de frilosité politique

On ne peut pas sortir des énergies fossiles d'un claquement de doigts. Nos lois et politiques publiques doivent commencer à évoluer. Il faut changer notre système fiscal, encore trop favorable à ces énergies sales, réduire la pollution de l'air, baisser la consommation énergétique des bâtiments, des véhicules ou des appareils électroniques et soutenir le développement des énergies renouvelables. Il faut aussi aider les ménages, les collectivités et les entreprises en difficulté, qui ne peuvent enclencher cette transformation sans soutien public.